

Il y a 90 ans, Hitler était appelé au pouvoir

Le 30 janvier 1933, Hitler devenait, en toute légalité, chancelier du Reich. En quelques années à peine, l'« homme providentiel » se muera en fossoyeur de l'Allemagne. Une leçon (plus que jamais) à méditer.

WILLIAM BOURTON

Il y a tout juste 90 ans, Adolf Hitler était nommé chancelier – l'équivalent de Premier ministre – par le président allemand Paul von Hindenburg. Au mois de novembre précédent, le parti national-socialiste avait remporté les élections législatives sur un programme radical de renouveau national fortement teinté d'antisémitisme, décrochant 196 sièges, contre 121 pour le parti social-démocrate et 100 pour le parti communiste. C'est pour lutter contre le « péril » que ces deux dernières formations représentaient aux yeux d'une partie de la haute société allemande, et singulièrement des milieux financiers et industriels, que l'ancien président de la Reichbank, Hjalmar Schacht, fit le siège de von Hindenburg pour le convaincre que seul Hitler était capable de détourner les masses du bolchevisme et d'éviter une révolution en Allemagne. Le vieux maréchal (85 ans) accepta l'idée, alors que la mathématique électorale ne l'y obligeait pas.

Nommé à la tête de la République de Weimar en 1925, von Hindenburg n'adhérait aux valeurs démocratiques que du bout des lèvres. Il était par ailleurs l'initiateur de la théorie dite de la *Dolchstoßlegende*, qui attribuait à l'arrière-front et aux Juifs la responsabilité de la défaite de 1918. A ses yeux, Hitler était donc loin d'être infréquentable.

Mais il y eut également une part de calcul et de pari dans son chef. En tant qu'ancien chef du Grand état-major allemand durant la Première guerre, il avait le sentiment d'avoir l'ascendant sur le « petit caporal » – qu'il avait par ailleurs battu aux élections présidentielles de 1932. En outre, le nouveau cabinet comprenait le dirigeant nationaliste Franz von Papen et le financier Alfred Hugenberg, qui se faisaient fort de tenir l'historien « en laisse » et ne comptait que trois nazis dans ses rangs, Hitler compris.

Mais rien ne se déroula comme prévu.

De populiste à génocidaire

Quelques semaines à peine après l'intro-nisation d'Hitler, dans la nuit du 27 au 28 février 1933, l'incendie criminel du palais du Reichstag, attribué à un jeune communiste hollandais, donna prétexte à Hitler, « pour la protection du peuple et de l'Etat », de décimer les forces de gauche et de promulguer une salve de mesures liberticides et antisémites.

La maladie puis la mort de von Hindenburg, en août 1934, lui permirent d'asseoir définitivement son pouvoir. Les postes de chancelier et de président furent aussitôt remplacés par le titre de Führer et chancelier du Reich. L'Allemagne s'enfonça alors inexorablement dans la dictature.

La suite n'est que trop connue : à la fin de la décennie, la doctrine du « Grand Reich », ou de « l'espace vital », jeta la nation allemande dans une guerre effroyable, tandis qu'en janvier 1942, débutait le génocide systématique des Juifs d'Europe (6 millions de victimes).

Le cauchemar ne prit fin qu'avec la mort d'Hitler, le 30 avril 1945, dans son bunker, au milieu de Berlin en ruines. « L'homme providentiel » avait provoqué la mort de 50 millions d'êtres humains.



C'est le vieux maréchal von Hindenburg qui fait entrer le loup dans la bergerie. © DPA.

L'historienne « Mieux vaut ne pas laisser s'installer la dictature que d'avoir à la chasser »

ENTRETIEN

W.B.

La tentation de « l'homme fort » en temps de crise et de souffrances collectives est un grand classique des sciences politiques. Et il ne faut même pas tomber dans les abysses du désespoir, comme au temps de l'agonie de la République de Weimar, pour que le serpent de mer refasse surface. Ainsi, selon un sondage effectué dans le cadre de notre récente enquête Noir Jaune Blues, l'aspiration à une gouvernance autoritaire serait passée, chez nous, de 52,1 % à 62,2 % entre février 2020 et juillet 2022 (*Le Soir* du 23 janvier).

Une comparaison entre la situation actuelle et celle des années 30 est-elle cependant pertinente ? Nous avons interrogé l'historienne Chantal Kesteloot, responsable de l'Histoire publique au « CegeSoma archives de l'Etat », le centre d'expertise qui se consacre à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et des conflits contemporains.

Rétrospectivement, on est frappé par le fait qu'Hitler est non seulement arrivé démocratiquement au pouvoir, mais sous les hourras d'une bonne partie de la population allemande !

C'est vrai, même s'il ne faut pas perdre de vue qu'une partie des opposants a rapidement été emprisonnée ou a pris le chemin de l'exil. Mais effectivement, la popularité d'Hitler était bien réelle et elle a perduré relativement longtemps. Le succès des campagnes militaires sur le front occidental et le pillage organisé par les armées d'occupation ont longtemps bénéficié aux populations allemandes. Et même à la fin, cette popularité se maintiendra, notamment à travers des éléments de plus en plus

jeunes de la population, qui feront des soldats extrêmement radicaux dans leur engagement. Même l'attentat contre Hitler du 20 juillet 1944 fut un complot nourri par une vision très autoritaire et aristocratique, on n'est pas dans une volonté de remettre en place la démocratie.

Peut-on comparer la situation des années 30 et la situation actuelle ?

En tant qu'historien, on est toujours très prudent. Autant on trouve que les comparaisons sont extrêmement enrichissantes et porteuses, parce qu'elles permettent de mettre à jour des mécanismes, des grilles d'analyse, de comprendre les causes, les effets, autant, lorsqu'on verse dans l'analogie trop directe, on se montre beaucoup plus circonspect. Ainsi, je pense qu'il faut être prudent par rapport à certaines questions binaires qui peuvent être posées dans des sondages – comme : « Il faut un vrai chef qui remette de l'ordre : oui ou non ? » – et à leur interprétation... La vigilance est, certes, plus que jamais de mise, parce qu'on a affaire à une crise qui prend des formes multiples : comme dans les années 30, il y a une crise économique, une crise politique, une crise identitaire, auxquelles on peut ajouter aujourd'hui une crise écologique et une crise sanitaire. Il y a cette impression qu'au fond, il n'y a pas d'avenir meilleur qui peut nous attendre. Mais au niveau des « solutions », des réponses idéologiques, au-delà de la dénonciation du système, des « ennemis intérieurs », etc., il n'y a plus cette impression que l'une d'elles peut « apporter le bonheur ». On a du mal à identifier le contenu politique...

« L'homme fort », le « sauveur », il ar-

rive souvent démocratiquement au pouvoir, mais pour l'en faire décamper, c'est une autre histoire...

Effectivement. Vladimir Poutine, qui est la personnalité qui a peut-être le plus utilisé le désarroi démocratique et qui a le plus contribué à affaiblir la démocratie dans son propre pays, a utilisé des mécanismes pseudo-démocratiques, en faisant en sorte qu'il puisse se représenter – en faisant adapter la Constitution. Toutes proportions gardées, on a là quelque chose qui montre des similitudes avec ce qui a pu se passer dans l'Allemagne des années 30. Mais d'un autre côté, deux autres personnalités qui ont pu incarner cette dérive populiste ces dernières années, Trump et Bolsonaro, ont été battues aux élections – même s'il y a eu, de part et d'autre, des tentatives d'assauts des parlements par leurs partisans.

Mais ce que je veux dire, c'est que la démocratie peut être aussi cet outil qui permet de désamorcer ceux qui s'engagent vers cette dérive populiste. Donc, plus que jamais, enseigner les mécanismes, mettre en évidence pourquoi les démocraties ont pu paraître fragiles par le passé, essayer de disséquer ces crises, c'est évidemment essentiel : que ce soit à travers les médias, l'enseignement, les musées, etc. Car il est clair qu'à part les deux exemples que j'ai évoqués – et on est encore dans des contextes qui sont malgré tout des contextes démocratiques –, à chaque fois qu'un régime s'est installé et a tourné vers une dérive autoritaire, ils ne sont jamais partis d'eux-mêmes : il a toujours fallu des réactions de la société civile. Donc, même si cela peut sembler d'une grande banalité, mieux vaut ne pas laisser s'installer la dictature que d'avoir à la chasser.



La démocratie peut être aussi cet outil qui permet de désamorcer ceux qui s'engagent vers cette dérive populiste

Chantal Kesteloot Historienne

